

# l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

## Se battre

**Q**UELLE force si de Denain à Dunkerque et de Longwy à Fos, nous frappons tous ensemble et en même temps. Aujourd'hui, où de Longwy à Denain, l'heure est à la riposte, à la volonté de combattre, ils sont nombreux, les sidérurgistes à faire cette réflexion. Tenir les entreprises, bloquer la production, tous ensemble et en même temps, pour briser la vague de licenciements : telle est bien la voie. Telle est la voie sur laquelle veulent s'engager les sidérurgistes. Telle est aussi la voie qui permettrait de briser l'offensive qui frappe cette fois non seulement les sidérurgistes, mais tous les travailleurs, qui porte atteinte à leur salaire pour ceux qui travaillent, à leurs indemnités, pour ceux que le gouvernement Giscard-Barre et le patronat ont déjà jeté à la rue par centaines de mille : un million deux cent mille en quatre ans !

Dans la rue, ils y étaient ce jeudi, ceux de St-Nazaire à qui les patrons de la Navale ont le culot de vouloir faire payer la France en panne de mardi, à qui le pouvoir répond en envoyant ses bandes de matraqueurs, parce qu'ils retenaient leurs patrons provocateurs !

Ils étaient aussi nombreux dans les « villes-mortes » de la sidérurgie.

Ils étaient encore des dizaines de milliers à défilé un peu partout en France, pour cette journée d'action de la CGT. Mais était-ce bien la même chose ?

Manifestement, il s'agissait là d'une opération dans le fil de la déclaration de Séguy ce lundi, « pour faire quelque chose » sinon les travailleurs (et les militants) pourraient bien ne plus faire confiance aux dirigeants ! Aussi, à ces milliers de travailleurs venus manifester contre l'offensive patronale, le seul mot d'ordre proposé (et bien peu repris) était : « Union, action, avec la CGT ». Défilé publicitaire pour eux-mêmes voilà ce qu'ont voulu faire de cette journée les dirigeants de la CGT !

C'est bien dans le prolongement de la ligne de soutien à la stratégie électoraliste du PCF qui a laissé déjà la porte ouverte aux plans Barre successifs en ne leur « opposant » guère que des défilés publicitaires pour l'Union de la gauche.

Dans le Valenciennois comme à St-Nazaire, c'est sur leurs intérêts fondamentaux de classe que veulent s'unir et s'unissent les travailleurs. C'est cette volonté qu'exprimaient aussi dans les cortèges du 21 des militants CFDT et CGT côte à côte, mécontents les uns, pour l'attitude entièrement négative de Maire, les autres pour la faiblesse de la mobilisation et la tournure donnée à la « journée ».

S'unir sur leurs intérêts de classe, pour se battre, pour une ferme riposte aux plans Giscard-Barre : voilà à quoi aspirent les travailleurs et notre parti les soutient entièrement dans ce sens.

G. CARPENTIER

## Sidérurgistes, chantiers de St-Nazaire

# La colère gronde

**L'**OCCUPATION massive des services centraux d'Usinor-Trith se poursuit. Sur la lancée de la manifestation de 15 000 personnes qui a eu lieu à Valenciennes, la lutte continue et les sidérurgistes se sont rassemblés pour une grande manifestation à Denain. Beaucoup sont prêts à se solidariser avec eux et ils peuvent espérer notamment le soutien de tous ceux de Dunkerque. A Saint-Nazaire, les travailleurs lock-outés avaient séquestré quatre directeurs des chantiers navals.

Ils ont été 10 000 à protester avec colère contre l'intervention des CRS qui n'ont pas hésité à matraquer travailleurs et élus pour faire relâcher les patrons.

C'est cela la voie de la lutte indispensable aujourd'hui aux sidérurgistes et à tous les travailleurs qui se doivent de riposter contre l'offensive anti-ouvrière du pouvoir.



La population nazairienne devant l'Hôtel-de-Ville.

## Voir pages 3, 4, 5

10000 travailleurs dans la rue

## Saint-Nazaire défend sa dignité !

**M**ARDI 19, prétextant la panne d'EDF, la direction des Chantiers de l'Atlantique renvoyait à 11 heures les 6 000 ouvriers du chantier naval et les 1 800 ouvriers de l'atelier de mécanique. Jetés à la rue, certains travailleurs ne trouvèrent pas de transport pour rentrer chez eux. Les travailleurs du quart de l'après-midi, non prévenus, trouvaient les grilles fermées. Cela montre bien le mépris dans lequel le patronat tient les travailleurs.

Mercredi, la direction refusait toujours toute rencontre avec les organisations syndicales pour négocier le paiement des heures perdues. A 9 heures, CGT, CFDT, CGT, FO, appelaient les ouvriers à un meeting devant les bâtiments de la direction. Après les interventions syndicales, les travailleurs animés d'une juste colère, les des brigades, des mutations, du chômage partiel, « invitaient fermement » quatre directeurs des Chantiers de l'Atlantique à les accompagner à l'Hôtel-de-ville de Saint-Nazaire. Les trois kilomètres furent parcourus « au pas

de gymnastique ». La municipalité a mis l'Hôtel-de-ville à leur disposition pour la négociation. Mais les quatre directeurs s'obstinaient à vouloir négocier à Nantes (à 60 kms de là).

Les travailleurs refusèrent avec fermeté une telle exigence.

En fin de matinée, la direction décidait d'lock-out jusqu'au jeudi soir moment du départ des travailleurs en chômage jusqu'au trois janvier...

En début d'après-midi par haut-parleur, les trois organisations syndicales CGT-CFDT-FO appelaient la population nazairienne à venir à l'Hôtel-de-ville soutenir les ouvriers en lutte. Le nombre de manifestants augmentait donc sans cesse. L'après-midi se passait dans le calme et les discussions animées entre travailleurs. Pendant ce temps, les directeurs refusaient toujours toute négociation. Il n'était pas question pour eux de créer un fâcheux précédent pour eux-mêmes pour le patronat de la métallurgie, pour tout le patronat, pour la bourgeoisie.

Correspondant Saint-Nazaire.

(Suite page 3)

Le journal à ses lecteurs

13,5 millions pour fin décembre

**D**ANS ce numéro, le dernier de l'année 1978, nous voulons d'abord, amis, lecteurs et camarades, vous remercier de la contribution que vous avez apportée pour faire de l'Humanité rouge une meilleure arme pour la classe ouvrière. Les informations, les récits de lutte, les points de vue, suggestions, remarques critiques, témoignages que vous nous avez adressés ont permis, à travers notamment les rubriques « Echos des entreprises et quartiers » « Courrier des lecteurs » et bien des articles, de donner au quotidien un caractère bien plus riche, dense et vivant.

C'est aussi en discutant avec vous que nos journalistes et correspondants régionaux et locaux ont pu réaliser de nombreux enquêtes et reportages ayant trait

à des luttes — centre de tri de Pontoise, Stains, Usinor Dunkerque, la SOCAE, pour n'en citer que quelques uns, aux grands débats qui ont lieu dans la classe ouvrière à l'occasion du 40e congrès de la CGT, à toutes les questions qui concernent les travailleurs.

C'est pour cela en bonne part que l'Humanité rouge répond déjà d'avantage à ce qu'en attendent légitimement ses lecteurs : « Avant nous n'osions pas vendre le quotidien, surtout parce que nous n'en étions pas fiers, car même pour nous il était difficile à lire. Maintenant, il s'est amélioré et nous prenons en main sa diffusion » nous écrit-on de Montpellier où 171 numéros 1 000 ont été vendus en un week-end.

(Suite page 7)

Jean QUERCY.

Interview d'un marxiste-léniniste  
guinéen au sujet du voyage de Giscard en Guinée

# « Nous pensons que ce voyage n'est pas dans le seul intérêt de la France »

**Humanité rouge :** Comment peut-on analyser le voyage de Giscard en Guinée et la situation actuelle dans le pays ?

**Télé Kouda :** On doit partir de trois considérations essentielles de la situation politique actuelle dans notre pays. La première est la lutte du peuple guinéen et en particulier le soulèvement populaire de juin-août 1977. Le deuxième point, c'est l'affaiblissement de la réaction du PDG, le Parti gouvernemental de Sékou Touré et donc d'une façon plus générale, du social-impérialisme soviétique en Guinée. Le troisième point, ce sont les perspectives de la lutte du peuple guinéen et des peuples d'Afrique.

**Humanité rouge :** Peut-on parler du soulèvement de 1977 ?

**Télé Kouda :** C'est un mouvement de femmes à l'origine, auquel se sont joint de larges couches de travailleurs, de petits paysans, d'élèves et d'autres couches patriotiques et démocratiques. La réaction du PDG et ses patrons, les nouveaux tsars du Kremlin, ont subi un terrible coup. La compréhension de ce mouvement est fondamentale pour saisir les changements en cours dans notre pays.

Le mouvement est parti de la ville de Nzérékoré au sud-est du pays. La révolte du peuple s'est exprimée en premier lieu contre la grave pénurie en produits alimentaires de première nécessité, dans les marchés et dans les magasins, contre les exactions de la police économique qui interdit toute forme d'échange privé et protège donc de fait le florissant marché noir aux mains de la réaction.

Le mouvement s'est étendu et a gagné la haute Guinée et son centre principal Kankan. Le mouvement s'est attaqué aux symboles les plus immédiats de la misère du peuple et de l'oppression.

Ont été attaqués les sièges des gouverneurs dans les régions et les commissariats ou souvent se trouvent des conseillers soviétiques et cubains qui jouent le rôle d'assistants de la misère et de la police.

**L'Humanité rouge :** Il y a des Soviétiques et des Cubains directement dans les forces de répression ?

**Télé Kouda :** les forces de répression guinéennes

sont encadrées par des Soviétiques et des Cubains, en particulier par les mercenaires cubains qui sont évalués entre 3 000 et 3 500 dans le pays.

**L'Humanité rouge :** Quelles sont les conséquences de ce mouvement ?

**Télé Kouda :** Sékou Touré a été obligé de décider la suppression de la police économique, la suspension des barrages militaires entre les villes ; il s'est engagé à ouvrir les frontières extérieures à la Guinée pour laisser entrer les céréales et autres produits alimentaires de base qui faisaient cruellement défaut à cause de vingt années de pillage et d'oppression de la paysannerie par le social-impérialisme. Il s'est engagé aussi à rétablir un climat de concorde nationale.

Les justes revendications immédiates posées par le mouvement de l'été 1977, en particulier, la libération des milliers de prisonniers politiques, la fermeture des camps de concentration, la fin de la dictature du seul PDG et l'établissement des libertés démocratiques demeurent d'une actualité brûlante.

**Humanité rouge :** Quel est le sens du voyage de Giscard en Guinée ?

**Télé Kouda :** Il serait tout à fait illusoire de croire que le sort du peuple guinéen et en particulier la cause de l'indépendance, de la démocratie et de la liberté dépendent de Giscard. Il est très important pour les forces révolutionnaires guinéennes de comprendre en profondeur le sens de ce voyage et ce qu'il représente dans le cadre général de la lutte patriotique du peuple guinéen. Tout d'abord, il faut souligner le fait que Giscard se rend, en premier lieu, pour défendre les intérêts français. Il entend ne pas se soumettre au diktat du capital monopoleur bureaucratique de l'Union soviétique qui tente d'imposer au capital français (PUK notamment) une position subordonnée en lui offrant l'exploitation conjointe des matières premières du sous-sol de la Guinée où le Kremlin croit jouir d'une solide position politique.

**Humanité rouge :** Parce que, actuellement, l'URSS achète de la bauxite à la Guinée et la revend à la France ?

**Télé Kouda :** L'URSS pille la bauxite guinéenne qu'elle revend à la France sous forme d'aluminium et

en échange, reçoit des technologies, des usines, des capitaux. Il est évident que dans ce marché, le capitalisme français acquiert une dépendance vis-à-vis de l'impérialisme soviétique et évidemment, Giscard entend mener une politique autonome pour mettre un terme à cette dépendance.

**Humanité rouge :** En traitant directement avec la Guinée ?

**Télé Kouda :** En traitant directement avec la Guinée. Voilà le premier aspect du voyage de Giscard. Le second aspect est que la présence hégémonique du social-impérialisme en Guinée et l'utilisation de notre pays comme un pion pour déstabiliser l'Afrique de l'Ouest a constitué pendant longtemps une menace directe pour les voisins en particulier la Côte d'Ivoire et le Sénégal, pays qui appartiennent à la zone d'influence française. Par conséquent, l'obligation où Sékou Touré s'est trouvé, après l'explosion du mouvement populaire, à aller traiter à Monrovia, au mois de mars 1978, avec la Côte d'Ivoire et le Sénégal et l'engagement pris de cesser de menacer ces pays ou d'y entretenir la subversion pour le compte du social-impérialisme au nom de la « lutte contre l'impérialisme international » constituent un facteur de stabilité et de résistance accrue des pays et des peuples de l'Afrique de l'Ouest aux tentatives hégémoniques du social-impérialisme soviétique. On voit là aussi un intérêt commun aux pays et peuples de l'Afrique de l'Ouest et à la France qui se trouve menacée sur ses arrières dans les pays d'où proviennent de nombreuses matières premières dont elle a besoin.

**Humanité rouge :** On peut dire, en fait, que ce qui a été le plus important dans la résistance au social-impérialisme, c'est le mouvement populaire de 1977 ?

**Télé Kouda :** C'est évident que le mouvement populaire a été le moteur. Il est essentiel de le soutenir. Nous disons aussi qu'il est essentiel de soutenir l'unité des pays et des peuples de l'Afrique de l'Ouest contre l'expansion du social-impérialisme soviétique, qu'il est essentiel, sur la base de justes rapports d'égalité et de réciprocité de développer les relations avec les pays d'Europe, en particulier avec la France pour faire pièce à

l'hégémonie des deux superpuissances, et en particulier, l'expansionisme du social-impérialisme. Donc, le voyage de Giscard en Guinée, justement parce qu'il aggrave l'isolement du social-impérialisme en Guinée et le gêne pour s'étendre à partir de la Guinée dans l'Afrique de l'Ouest, favorise objectivement la lutte patriotique, démocratique et révolutionnaire du peuple guinéen et des peuples des pays d'Afrique. Et c'est pourquoi nous pensons que ce voyage n'est pas dans le seul intérêt de la France, comme d'aucuns qui ont une vue unilatérale le disent. Nous croyons que ce voyage, en dernière analyse, favorise la résistance du peuple guinéen contre le fascisme interne et contre le social-impérialisme dominateur et agresseur.

**Humanité rouge :** Quelles sont actuellement les perspectives du mouvement patriotique en Guinée ?

**Télé Kouda :** Les perspectives du mouvement patriotique antihégémonique et démocratique guinéen sont excellentes. Le peuple guinéen est un peuple combattant qui a la détermination d'établir la démocratie, la liberté, l'indépendance. Il est capable de chasser du territoire guinéen la domination social-impérialiste, de mettre fin aux rapports inégaux avec tout pays, en particulier l'impérialisme américain, d'établir des rapports nouveaux sur une base d'égalité et d'intérêts réciproques avec les pays d'Europe de l'Ouest. Il est certain que la classe ouvrière guinéenne qui est une grande force d'avenir, qui a donné une contribution exceptionnelle à la lutte pour l'indépendance nationale et à la résistance au colonialisme, saura, avec le rôle dirigeant effectif des marxistes-léninistes guinéens, s'unir aux vastes masses paysannes, à la petite bourgeoisie urbaine, à la bourgeoisie nationale, à toutes les forces patriotiques et démocratiques dans un large front uni national pour chasser la domination étrangère, pour rompre les accords inégaux avec le social-impérialisme, en particulier, les accords militaires et économiques, pour établir une authentique indépendance économique et pour construire une Guinée nouvelle.

Propos recueillis par  
Serge FOREST

## La Guinée



La Guinée et ses ressources minières :  
AL - aluminium (mines de bauxite), FE - mine de minerai de fer

**A**NCIENNE colonie française, la Guinée de Sékou Touré est le seul pays africain à s'opposer par référendum au style de décolonisation que proposait De Gaulle en 1952. En représailles, l'Etat français retire tous ses coopérants, organisant, avant leur départ, le sabotage de l'administration et de l'économie. L'URSS de Krouchtchev se présente alors pour tenter de prendre la relève. Agissant aussi bien par le biais de l'aide économique que de l'intérieur, par ses forces prosoviétiques, l'URSS n'a cessé depuis d'y disputer l'hégémonie avec l'impérialisme US.

En 1961, la politique de subversion que mènent les Soviétiques provoquent la rupture entre l'URSS et la Guinée. L'impérialisme US en profite pour tenter de s'installer avec des investissements miniers. A la fin des années soixante, l'URSS revient à nouveau en force sous le couvert de la lutte « contre l'impérialisme international » et devient le pillard impérialiste le plus acharné. La « dette » de la Guinée à l'URSS, qui se monte à 600 millions de dollars sur 900 millions au total de dettes pour la Guinée, est remboursée par la concession d'exploitations minières ; les 3,5 millions de tonnes de bauxite des gisements de Kindia vont chaque année directement en Union soviétique. Elle est également « remboursée » par la livraison d'une grande partie de la production agricole. Après dix ans de cette « juteuse » période d'amitié avec l'URSS, la Guinée est l'un des pays dont le produit national brut par habitant est le plus bas du monde, et ce, alors que son sous-sol est particulièrement riche.

Deuxième producteur de bauxite (minerai servant à fabriquer l'aluminium), la Guinée en possède les deux tiers des réserves mondiales connues. L'aluminium guinéen est actuellement exploité dans trois gisements différents :

- Kindia (URSS seule) : 3,5 millions de tonnes
  - Boké (Canada, USA, France, RFA, Italie) : sept millions de tonnes en 1977.
  - Fria (Canada, France, Grande-Bretagne, Suisse, RFA) : 650 000 tonnes d'alumine en 1977.
- L'Etat guinéen possède 49 % des actions de Boké et de Fria.

Télé Kouda

**L'ennemi principal  
du peuple guinéen :**

**LE SOCIAL-IMPÉRIALISME  
SOVIÉTIQUE  
ET SES LAQUAIS  
DU PDG ET AUTRES**

Télé Kouda a publié un ouvrage complet  
sur le pillage social-impérialiste en Guinée. Pour se le  
procurer, écrire au journal qui transmettra. Prix 25 F

Sidérurgistes, chantier de St-Nazaire

# La colère gronde



L'occupation des locaux d'Usinor-Trith



10 000 travailleurs dans la rue

## Saint-Nazaire défend sa dignité

Suite de la page une

Et à 20 h 45, un commando d'une cinquantaine de gardes mobiles pénétrait dans l'Hôtel de Ville. Après avoir matraqué indistinctement travailleurs et élus, ils brisaient tout sur leur passage, emmenaient les quatre patrons. Il y a eu plusieurs blessés ; deux furent conduits au centre hospitalier. A l'heure où nous écrivons on dit même que l'un d'eux, atteint de paralysie, aurait été transporté au CHR de Nantes. Parmi les travailleurs, c'est la colère et une manifestation combattive et déterminée parcourt les grandes rues de Saint-Nazaire avant que les organisations syndicales appellent à une manifestation jeudi à 10 h 30. Et jeudi, c'est plus de 10 000 personnes résolues et silencieuses qui défilent derrière une unique banderole.

De nombreux travailleurs, ouvriers d'autres entreprises, enseignants, etc. ont cessé le travail pour soutenir ceux des chantiers dans leur juste lutte.

Une nouvelle manifestation doit avoir lieu ce vendredi matin. Les organisations syndicales ont annoncé qu'elles acceptaient de négocier à Nantes. Mais les travailleurs ne sont nullement défaits ; déjà, le paiement des heures perdues est

loin. Des questions beaucoup plus vastes sont au centre des préoccupations, face à la violence que la bourgeoisie n'hésite pas à utiliser comment se défendre ? Certains avancent l'hypothèse que le lock-out n'est rien d'autre qu'une provocation pour bien « montrer » aux ouvriers que le « nucléaire c'est indispensable ».

Face à l'évidente collusion entre le patronat et le gouvernement, seule l'unité, celle des organisations syndicales sans doute, mais plus fondamentalement de tous les travailleurs autour de la classe ouvrière est indispensable. Il est ainsi remarquable que le responsable syndi-

cal parlant au nom des trois organisations syndicales a englobé, victimes des mêmes matraquages, les ouvriers, les étudiants et lycéens et les paysans en lutte.

Pour l'avenir, les poings rentrés, la colère contenue préparent d'autres luttes contre l'austérité que la bourgeoisie veut imposer aux travailleurs : licenciements, chômage, réduction d'horaire, augmentation des cotisations de Sécurité sociale, etc. Il n'y a pas un instant à perdre pour se préparer à ces luttes, forger l'unité de tous, se donner des perspectives, des objectifs et des moyens efficaces.

Correspondant St-Nazaire

La cellule Guy Lelan de Saint-Nazaire du Parti communiste marxiste-léniniste s'élève avec indignation contre le mépris du patronat contre les travailleurs en toute occasion et particulièrement lorsqu'ils défendent leur droit au travail et à une vie décente.

Elle s'élève avec indignation contre la violence des « forces de l'ordre » commandées par un gouvernement à la solde du patronat, « forces de l'ordre » qui n'ont pas hésité à pénétrer dans l'Hôtel de ville par la force et à matraquer des travailleurs et des élus. Elle assure les travailleurs de sa solidarité et de son soutien. Ses militants se tiennent résolument aux côtés de la classe ouvrière dans sa lutte contre la bourgeoisie et sa violence.

Elle estime que, face aux mesures antipopulaires (licenciements massifs, atteinte à la Sécurité sociale, etc.) seule l'action unie de tous les travailleurs peut faire reculer la bourgeoisie et son gouvernement.

### Lutter, s'unir, se solidariser

Déclaration du comité de parti Jeanne Labourbe

**I**NTOLÉRABLE ! C'est le mot. Mais il n'y a pas de mot assez fort pour dire notre colère, celle des sidérurgistes à l'annonce des récentes mesures de licenciements. Notre région, gravement touchée par la crise capitaliste et les plans du gouvernement giscardien, est frappée de plein fouet : 5 000 licenciements à Usinor-Denain, 550 à Trith-Saint-Léger, 420 à la Chiers à Anzin, soient plus de 6 000 licenciements dans le Valenciennois. A cela, il convient d'ajouter les 1 050 licenciements des APO à Boulogne pour mesurer le coup porté à la région qui compte déjà plus de 120 000 chômeurs. Travaillants de la sidérurgie, sachez que notre parti, le PCML (Parti communiste marxiste-léniniste), est à vos côtés, qu'il soutient et soutiendra toutes vos initiatives visant à mettre en échec les mesures des maîtres de forges. Car, plus que jamais, l'heure est à l'action. Ils étaient 15 000 dans les rues de Boulogne, il y a peu et, depuis maintenant une semaine, les services centraux d'Usinor à Trith sont occupés massivement. Nous le disons : cette voie est juste. Se battre, encore se battre, il n'y a aucune autre solution. Oui, il est possible de faire échec à l'offensive de grande ampleur des barons de l'acier et du gouvernement Giscard-Barre à leur service. Les sidérurgistes représentent 135 000 travailleurs ! Quelle force si de Denain à Dunkerque et de Longwy à Fos, nous frappons tous ensemble et en même temps. C'est pourquoi le PCML appelle tous les sidérurgistes à faire bloc autour des camarades de Denain et Trith, à les soutenir par des actions massives et efficaces, à entrer en lutte à leur côté.

A une attaque d'envergure, il faut une riposte d'envergure comme nos camarades sidérurgistes allemands qui ne se sont pas laissés enfermer dans la division, l'attentisme et luttent actuellement les 40 000 ensemble.

- Non à tout licenciement !
- Vive l'unité et la solidarité ouvrières !

Le 21 décembre 1978

Le comité de parti Jeanne Labourbe du PCML

### 20 000 manifestants jeudi à Paris

**C'**EST 20 000 travailleurs, à l'appel de la CGT, qui ont manifesté à Paris hier pour répondre aux attaques de Giscard-Barre contre la Sécurité sociale. De nombreux secteurs étaient là mais ce sont surtout les communaux, la santé, les banques, le livre, le bâtiment qui étaient les plus représentés.

« Giscard, voleur, la Sécu aux travailleurs », fut l'un des quelques rares mots d'ordre, très peu repris d'ailleurs dans cette manifestation presque silencieuse. « Il commence à me chauffer les oreilles Maire, alors quand c'est qu'il faut faire quelque chose ? » Il n'y avait que quelques banderoles comme CGT-CFDT et la division syndicale était vivement ressentie...

Malgré le peu de temps laissé pour la préparation la participation à cette manifestation, montre la volonté de lutte des travailleurs. Mais des questions se posent. Quelle sera la suite à cette journée ? Rester sans rien faire devant les attaques successives du pouvoir contre nos conditions de vie et de travail ne fait qu'encourager le tandem-Giscard-Barre à aller encore plus loin dans leur politique anti-populaire. Se contenter de journées sans lendemain, conduit au défaitisme. Il faut prendre exemple sur les sidérurgistes qui essaient de s'unir à la base et dans l'action pour riposter aux milliers de licenciements qui les menacent.

R.B.

### Usinor-Trith

**L'**OCCUPATION massive des services centraux d'Usinor-Trith, reconduite par une grève votée à bulletin secret, se poursuit. Sur la lancée de la manifestation de 25 000 personnes, qui a eu lieu à Valenciennes, la lutte continue et les travailleurs ont raison de vouloir demeurer maîtres du terrain décisif : l'entreprise. Une manifestation est appelée à Denain pour démontrer la volonté d'action unanime des sidérurgistes du Valenciennois. De leur côté, les ouvrières de la Lainière de Cambrai, dont beaucoup ont leur mari ou quelqu'un de leur famille travaillant à Usinor-Denain, ont décidé une grève de 2 heures minimum ce même jour pour rejoindre la manifestation à Denain.

Une travailleuse de la Lainière nous déclare : « Beaucoup ne viendront pas de leurs huit heures » et prévoit 70 % de grévistes. A Denain et à Trith, les travailleurs regardent vers leurs camarades de Dunkerque : « Nous soutiendront-ils ? ». Nous savons par ailleurs qu'existe à Usinor-Dunkerque une volonté d'entrer en lutte au côté des Valenciennois pour créer un rapport de force en faveur des sidérurgistes. Il est vrai qu'Etchegarai, le nouveau PDG d'Usinor, ne verrait pas d'un bon œil le blocage du HS4 (haut fourneau 4) de Dunkerque qui va redémarrer sous peu, après sept mois d'immobilisation. Quoiqu'il en soit, le centre de gravité de la lutte des sidérurgistes du Nord contre la sauvagerie agressive des barons de l'acier, c'est le Valenciennois où l'atmosphère est aujourd'hui à l'action.

Bureau de presse du Nord

### Des Films parodiques



PLEIN LES POCHEs  
**R. BARRE**  
POUR PAS UN ROND

2 Super-Flambeurs  
**BARRE VALY**  
LES DENT DE CEYRAC

# Une crise du capitalisme, une crise européenne

LA sidérurgie française est en crise. Ça tout le monde le sait ou presque. 20 000 travailleurs seront licenciés d'ici fin 1979. Et encore on ne compte pas les boîtes de sous-traitance et les industries dites en amont : métallurgie, etc. Sans cela, on compte 40 000 licenciements. Deux régions sont économiquement ruinées parce que tout ou presque tourne autour de la sidérurgie : il s'agit du Valenciennois et de la région lorraine.

Qui est responsable de cette crise ? Pourquoi cette crise ? Nous essayons au travers de ces deux pages

de répondre à ces deux questions. D'une part nous abordons l'aspect historique sur la crise de la sidérurgie lorraine dans les années 30. D'autre part, nous essayons de montrer par un article l'aspect régional de la réorganisation de la sidérurgie européenne.

En effet à la différence d'autres époques, la réorganisation a été décidée collectivement par les groupes et gouvernements des 9 pays de la CEE. Il y ont vu avant tout leurs intérêts globaux face à leurs concurrents américains, russes et face au tiers monde. Chacun a fait des concessions, etc. C'est ce que nous appelons lutte et entente entre monopoles. Nous avons joint des données chiffrées

qui aideront, nous l'espérons, le lecteur à mieux voir la situation.

Nous avons essayé de voir aussi la situation pour les travailleurs, les solutions que nous proposons, politiques et de lutte.

Ultérieurement nous publierons des dossiers sur la sidérurgie en Grande-Bretagne, en Belgique, et aux Etats-Unis. Nous essayerons aussi de voir ce que représente la sidérurgie en Espagne, en Grèce et au Portugal. Nous espérons aussi faire un tableau complet de la situation en RFA. Car tous ces pays sont touchés par les réorganisations et dans tous ces pays ce sont les travailleurs qui trinquent.

Yves LEPIC

## Déjà dans les années 30 ...

En 1930, la crise générale a atteint la région de la Lorraine avec son cortège de chômage, en particulier dans la sidérurgie. En 1929, le département de la Moselle produisait 21 millions de tonnes de fer, 4 millions de tonnes de fonte et 3 millions de tonnes d'acier.

En 1932, il produisait 11 millions de tonnes de fer, 2 millions de tonnes de fonte et 1,7 million de tonnes d'acier.

La plupart des mines avaient, dans un premier temps, recouru à la réduction de la durée du travail puis aux licenciements d'ouvriers ; l'embaufrage de la main-d'œuvre immigrée avait été suspen-

du dès le mois d'octobre 1930.

Dans la Moselle, en 1929, il y avait 15 580 travailleurs dans les mines, 8 693 en 1932. Il y avait 33 234 travailleurs dans les usines sidérurgiques en 1929 et 22 493 en 1932.

Pour ceux qui restent, il y a la baisse des salaires consécutive au chômage partiel. En 1932, la situation ne s'améliore pas. Le journal CGT de la Meurthe-et-Moselle, *Le Réveil ouvrier* (numéro du 4 mai 1932), signale la fermeture de la mine de Ludres qui alimentait l'usine de Pompey :

« Loin de s'améliorer, la situation dans les mines de fer devient plus critique. C'est ainsi que la mine de Ludres vient de cesser son exploitation et de licencier tout son personnel. »

Que vont devenir tous les travailleurs ainsi privés de leur emploi et qui n'ont aucune chance de s'embaucher dans les mines environnantes ? Si la situation des ouvriers français est douloureuse, celle des parias étrangers — les ouvriers polonais — est encore pire. Ces malheureux sont, ainsi que leurs familles, dans la plus profonde détresse. Privés de leurs salaires, ils ne peuvent plus assurer leur

subsistance. Maintenant que les magnats de la mine n'ont plus besoin de ces ouvriers, ils parlent de les refouler sans se préoccuper du sort qui leur est réservé. »

Pour la métallurgie, en Meurthe-et-Moselle, les effectifs étaient passés de 37 000 en avril 1931 à 29 000 en avril 1933. Le chômage dans les mines de fer et la sidérurgie devait à peu près disparaître en 1936 pour réapparaître à partir du deuxième trimestre 1937 et persister jusqu'à la guerre.

Après la reprise économique de 1936-1937, l'année 1938 apparut donc comme une nouvelle période de crise : le chômage partiel reprit. Le 31 août, les laminoirs de Champigneulle, occupant 558 ouvriers, fermaient leurs portes.

En Meurthe-et-Moselle, la production mensuelle de minerai de fer passait de 1 492 000 tonnes en décembre 1936 à 1 881 000 tonnes en décembre 1937, puis 1 372 000 tonnes en septembre 1938. Le nombre de hauts fourneaux actifs suivit la même courbe : 39 fin 1936, 48 fin 1937 et 38 fin 1938.

Ce bref aperçu de la crise des années trente dans la sidérurgie et les mines de fer de Lorraine permet de

tirer quelques leçons pour aujourd'hui :

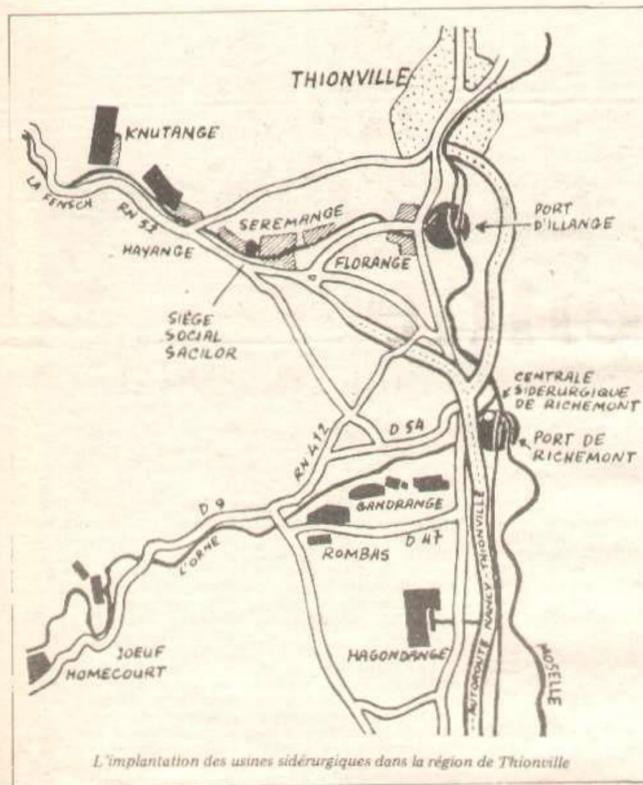
— La crise actuelle n'est pas fortuite. La contradiction du système capitaliste est sans cesse à l'œuvre, entre la production et la consommation, entre la socialisation croissante de la production et la propriété privée des moyens de production. La crise en système capitaliste n'éclate pas une fois ou deux, mais souvent et de façon périodique suivant le cycle : crise-dépression-reprise-expansion-crise. Le capitalisme avance par secousse.

A chaque fois, cela se traduit par des licenciements, du chômage, des regroupements de capitalistes.

— La crise de 1974 est de loin la plus forte dans la sidérurgie depuis que celle-ci existe (voir tableau chiffré).

— La crise qui dure depuis 1974 et qui vient de trouver une sorte de sommet avec le deuxième plan acier du gouvernement accentue les contradictions :

— Entre la bourgeoisie et le prolétariat ;  
— Les contradictions au sein de la bourgeoisie entre les différents monopoles, entre les monopoles et les petits patrons de la sidérurgie.



L'implantation des usines sidérurgiques dans la région de Thionville

## Entente et lutte entre monopoles

COMME l'indiquait Lénine : « Les cartels s'entendent sur les conditions de vente, les échéances, etc. Ils se répartissent les débouchés. Ils déterminent la quantité de produits à fabriquer. Ils fixent les prix. Ils répartissent les bénéfices entre les diverses entreprises, etc. »

C'est ce qui se passe actuellement avec Eurofer, au sein de cet immense marché réservé qu'est l'Europe des Neuf : il y a une alliance entre les monopoles. Ils se rapprochent, s'entendent sur les prix. Ils échangent leur programme de fabrication, se partagent le marché. Cela peut aller jusqu'à la fusion de monopoles (voir Usinor-Chiers-Neuves-Maisons).

Les autres entreprises c'est-à-dire les « tocards » qui ne peuvent se hisser à une position de monopole, doivent se plier, ou bien sont purement et simplement absorbés par les grands cartels.

Cette harmonisation de la production, des investissements, de la restructuration et des licenciements (voir tableau) est la source d'énormes superprofits que se partagent les cartels. Cette répartition des débouchés se fait en fonction des rapports de force. L'Etat capitaliste joue un rôle accru et favorise cette évolution. Il intervient directement dans ces marchandages, d'une part parce qu'au pouvoir se trouvent les hommes du capital, d'autre part parce que l'Etat

détient la bourse des crédits et subventions. Au niveau de l'Europe actuelle, le regroupement des monopoles, les ententes se font d'une manière accélérée.

En France Usinor et Sacilor-Sollac se sont reparties les zones géographiques : Usinor-Chiers dans le Nord et Sacilor-Sollac dans l'Est quitte à fermer les unités de production qui se trouvent chez l'autre.

En Belgique, Arbed et Cockerill ont fait de même tant au niveau de la répartition géographique que du type de production.

Au niveau européen, il en a été de même : la Sarre en RFA pour l'Arbed, la Ruhr pour les autres monopoles allemands.

Cette politique est décidée à plusieurs niveaux. Chaque pays s'organise mais il y a aussi organisation au niveau de toute l'Europe (le plan Davignon prévoit 140 000 licenciements dans la sidérurgie européenne d'ici 1980).

On discute entre monopoles, entre gouvernements pour savoir ce qui va à l'un et à l'autre. Il est des moments où il est préférable de s'entendre. Les techniques sont pratiquement les mêmes et il y a de l'argent à faire pour tout le monde.

La Communauté économique européenne devient aussi un marché protégé. Davignon a conclu des accords avec le Japon et d'autres pays dont l'Espagne, la Tchecoslovaquie et l'Afrique du Sud, en ce qui concerne les contingentes

(c'est-à-dire la répartition réglementée d'une marchandise) de produits importés par la CEE.

Il s'agit de fermer le marché ou de limiter la pénétration de produits meilleurs marchés. La Tchecoslovaquie ne peut ainsi exporter que 867 000 tonnes d'acier vers la Communauté économique européenne pour 1978, etc. Il y a donc de ce fait des ententes au niveau planétaire. Mais ces ententes sont conjoncturelles, limitées dans le temps.

YL

## Sidérurgistes, que faire ?

### S'organiser et lutter

AUJOURD'HUI, la crise économique a jeté sur le pavé un million huit-cent mille hommes. Aussi chacun se demande de quoi demain sera fait. La crise aggrave les conditions de lutte. Ceux qui ont la sécurité de l'emploi ou qui sont dans des secteurs qui tournent « bien » tiennent à leur place. Ceux qui n'ont plus d'emploi sont rendus responsables de ce fait et sont désignés à la vindicte populaire par les patrons et le gouvernement. Aussi, de ce simple fait, les luttes sont beaucoup plus difficiles.

Quelles perspectives les travailleurs ont-ils ? Livrés à eux-mêmes, sans direction effective, sans autre objectif que de reconstruire à la base la défunte Union de la gauche, ils sont allés à la lutte les uns derrière les autres et ont tous repris le travail les uns après les autres, sans rien obtenir.

Quelles sont les cibles de notre lutte de tous les jours dans les usines ? Est-ce que ce sont ces étrangers : Allemands, Belges, Anglais, Espagnols ou Grecs qui viendraient nous manger notre pain ou est-ce que ce sont les patrons, leur système qui nous exploitent tous les jours ?

Nous pensons, quant à nous, que ce sont les patrons qu'il faut combattre, le capitalisme.

Mais ce combat de résistance ne suffit pas. Certes, des luttes correctement menées ou les travailleurs dirigent effectivement sont nécessaires et permettent de faire reculer temporairement les capitalistes.

Mais elles ne permettent pas à elles seules de mettre à bas les De Wendel, les Empain et autres exploitateurs de l'acier.

Ces gens-là sont organisés. Ils disposent d'une armée, d'une police, d'une justice qui, à chaque fois qu'ils interviennent, matraquent ou condamnent ceux qui luttent pour leur droit au travail, leurs conditions de vie.

La classe ouvrière doit aussi s'organiser dans un parti à elle, où elle dirigera son combat contre les capitalistes et leur Etat.

Ce parti, est-ce le PCF ou le PS ? Non ! Et pourquoi ? Parce que ces partis, depuis des années et des années, nous racontent qu'il suffit de bien voter pour que tout aille mieux, parce qu'ils nous proposent de lutter pour sauver le Nord ou la Lorraine, de sauver nos entreprises qui sont, d'après eux, compétitives et rentables.

C'est là malheureusement un langage de patrons, un langage de gestionnaires ou d'apprentis-gestionnaires. Il faudrait à les croire s'unir tous dans une sorte d'union sacrée de l'OS au directeur de la boîte pour sauver la sidérurgie.

Mais c'est justement cet-

te voie-là qui nous a conduit, à Louvroil et à Thionville, aux licenciements, au chômage et aux mutations.

Alors, il n'existerait pas de parti ? Si, il en existe un, encore petit et peu expérimenté. C'est notre Parti communiste marxiste-léniniste, c'est votre Parti communiste marxiste-léniniste. Ce parti, au niveau de la lutte quotidienne, au niveau de la sidérurgie, appelle tous les travailleurs syndiqués et non-syndiqués, femmes et hommes, jeunes et moins jeunes, Français et immigrés, à s'unir entre eux pour faire échec aux plans de réorganisation des maîtres de forges.

Il appelle les travailleurs à se réunir sur les lieux de travail, dans les ateliers, à élaborer les plate-formes de lutte sur les objectifs suivants : pas un seul licenciement, pas une seule mutation, maintien de l'emploi sur place, non à la déqualification.

S'organiser aujourd'hui avec le PCML pour lutter contre les licenciements, mais aussi et surtout pour préparer les conditions nécessaires au renversement du capitalisme.

C'est cet objectif qu'il nous faut attendre. Rejoindre le PCML, c'est le seul moyen d'y parvenir et de faire que nos luttes d'aujourd'hui ne soient pas des échecs répétés ou des victoires momentanées.

Yves LEPIC



Usinor-Longwy : 5 000 licenciements

### EVOLUTION DES EFFECTIFS DANS LA SIDERURGIE LORRAINE POUR LES GROUPES USINOR, CHATILLON-NEUVES-MAISONS, SACILOR ET SOLLAC DE 1966 à 1980

ANNEES	USINOR	CHATILLON NEUVES-MAISONS	SACILOR	SOLLAC
1966	13 684	6 328	42 427	9 989
1970	12 642	6 623	43 272	11 828
1974	11 903	7 342	29 054	16 838
		(1)	(1)	(1)
1976	11 817	6 698	27 729	16 304
1977	9 600	5 266	25 350	15 436
	(2)	(2)	(2)	(2)
1978	8 577	4 890	21 421	14 381
	(2)	(2)	(2)	(2)
1979	6 675	3 140	20 800	14 000
	(3)	(3)	(3)	(3)
1980	3 800	3 100	14 000	12 300

(1) Plan de restructuration De Wendel-Sidelor de 1971 à 1975 : 10 800 suppressions d'emplois  
(2) Premier plan acier : 6 200 suppressions d'emplois chez Usinor-Châtillon-Neuves-Maisons et 10 200 suppressions d'emplois chez Sacilor-Sollac  
(3) Deuxième plan acier : 5 915 suppressions d'emplois chez Usinor-Châtillon-Neuves-Maisons et 8 500 suppressions d'emplois chez Sacilor-Sollac.

### LES RÉDUCTIONS D'EFFECTIFS DANS LA SIDERURGIE EUROPEENNE

	C.E.E.	R.F.A.	GRANDE BRETAGNE	FRANCE	ITALIE	BELGIQUE	PAYS BAS	LUX.	DANEM.	IRLANDE
DECEMBRE 76	733.282	210.403	473.977	154.563	88.816	57.498	24.373	20.696	2.782	754
NOVEMBRE 78	670.505	195.278	166.283	134.162	86.507	48.537	19.525	16.719	2.736	758
DIFFERENCE	-62.777	-14.825	-7.694	-20.401	-2.309	-8.661	-4.868	-3.977	-46	+4
	8,56%	7,05%	4,42%	13,19%	2,59%	15,14%	17,95%	19,21%	1,65%	—

Effectifs ouvriers et employés - source C.E.E.

### L'ACIER DANS LE MONDE EN 1977

Millions de tonnes

Europe de l'Ouest :	155 210 000
Europe de l'Est :	147 000 000
Amérique du Nord :	126 810 000
Océanie :	7 500 000
Amérique latine :	21 870 000
Afrique :	8 400 000
Asie :	146 600 000

### LA PRODUCTION D'ACIER DANS QUELQUES PAYS DU TIERS MONDE

Argentine :	2 700 000
Bresil :	11 200 000
Chine :	23 400 000
Corée du Nord :	3 200 000
Corée du Sud :	4 200 000
Inde :	10 000 000
Mexique :	5 500 000

## Longwy : les sidérurgistes ne veulent pas attendre

LES mesures de restructuration prises par les technocrates de la sidérurgie avec la bénédiction de Barre ont plongé les populations de Longwy, de Hayange et de la vallée de l'Orne dans la stupeur. 15 000 personnes ont aussitôt manifesté leur colère dans les rues de Longwy. Mais beaucoup se posaient la question : « Est-ce un baroud d'honneur, est-ce qu'on va en rester

là ? ». A quelques jours de Noël, on pouvait en effet le craindre ; et la CFDT d'Usinor-Longwy a eu raison, d'exprimer sans plus attendre cette inquiétude dans un tract : « ...Vous étiez nombreux à être déçus que la manifestation s'arrête sans perspective... »

Constatant que l'intersyndicale (CGT-CFDT-FO-CGC) au lendemain tardait pour la poursuite de l'action, la CFDT a pris sur

elle d'appeler les travailleurs à se rassembler le jeudi 21 pour s'opposer à la réunion du comité d'entreprise ou devaient être annoncées dans le détail des mesures de liquidation. L'appel a été entendu dans l'heure et au-delà de toute prévision : ils étaient 1 500, peut-être 2 000 au rendez-vous pour s'opposer à la réunion du CE et pour crier leur indignation dans les rues de Longwy : « Etche-gara à la Terraille ! Union,

action, voilà la solution ! ». Beaucoup n'ont pas oublié que l'année dernière, à 40 kms de là, l'usine de Thionville a été liquidée sans grande résistance et les mieux informés d'entre eux savent fort bien que les dirigeants de la CGT ont été sévèrement critiqués pour leur manière de diriger la lutte. A Longwy, on a manifestement tiré les leçons de ce qui s'est passé à Thionville. C'est ce qu'a clairement

fait comprendre le porte-parole de la CFDT au moment de la dislocation en déclarant : « L'unité des syndicats est une excellente chose mais n'oublions pas qu'à Thionville la lutte n'a pas été menée comme elle aurait dû l'être. Aussi l'intersyndicale de Longwy devra travailler au vu et au su de tous, en direct avec les travailleurs et sous leur contrôle ».

L'intersyndicale appelle au blocage des voies de communication dès le 26 décembre. C'est une bonne chose. Acceptera-t-elle de se placer résolument sous la direction des travailleurs ?

La question est posée. Dans la négative, les sidérurgistes et la population de Longwy devraient alors trouver de nouvelles formes pour sauvegarder leur unité et développer leur lutte.

Correspondant

# La guerre du rail va bon train

**D** EPUIS le 1er octobre, plusieurs arrêts de train ont été supprimés en Bretagne, sur les lignes Paris-Quimper et Paris-Brest. La direction SNCF pensait faire passer les mesures en douce. Pari perdu. Dans le cadre d'une journée régionale d'action, les comités de défense ont mobilisé plus de 4 000 personnes en même temps, mais en plusieurs points de la région. Ces manifestations étaient soutenues par des délégations de syndicats de cheminots.

Dimanche 17 décembre. Nouveau rebondissement de la guerre du rail. Plouaret : 2 500 personnes ; Quimperlé : 300 personnes ; Rosporden : 250 personnes ; Hennebont : 250 personnes ; Questembert : 300 personnes ; Messac : 200 personnes le matin et 400 l'après-midi. Bilan tout à fait positif pour les comités de défense.

Presque toutes les gares sont occupées par les forces de l'ordre. En face : l'unité populaire, ouvriers, paysans, jeunes et vieux. A Plouaret, par exemple, on est descendu de tout le Trégor, parfois regroupés en sections syndicales. « Que l'on supprime la gare, c'est toute la région qui meurt asphyxiée ». Ici, écharpes tricolores en sautoir, les élus communistes tentent de se faire voir. Ailleurs, comme à Messac, les plus voyants sont plutôt

les élus de droite. Les manifestations de dimanche sont l'aboutissement de deux mois et demi de manifestations dans les gares, souvent même de blocages de train. Les habitants des sept ou huit villes concernées par les suppressions d'arrêts n'admettent pas que certains rapides brûlent les étapes. Ils n'admettent pas qu'on les oblige, dans certains cas, à faire 30 ou 40 kms en voiture pour prendre un train alors que celui-ci passe à leur porte.

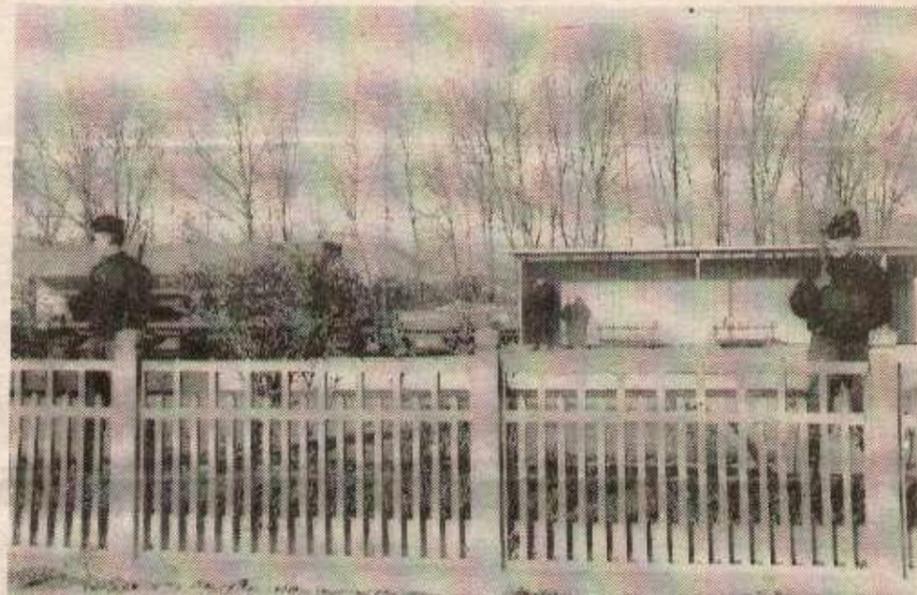
Ce qu'ils refusent aussi, ce sont les paroles rassurantes et les « explications » de la SNCF : « Il faut que nos trains aillent plus vite, c'est pour nous une question de vie ou de mort. Si on ne va pas plus vite par le train que par la route, c'est rapé pour la SNCF ». Pour aller plus

vite, la SNCF est prête à foncer dans le brouillard pour gagner quelques minutes. En supprimant trois arrêts (à Rosporden, Questembert, Hennebont) sur la ligne Quimper-Toulouse, la SNCF gagne... 11 minutes. Mais en « fonçant » de la sorte, elle érase l'avenir des petites villes : « Plus de train, plus de travail » dit une déléguée syndicale de STP-Lannion.

Les suppressions d'arrêts ne sont d'ailleurs qu'un premier pas vers la suppression pure et simple des petites gares. Malgré les dénégations de M. Jérôme Marcillet, directeur régional de la SNCF, c'est pourtant bien cela qui est prévu à terme : suppression des services omnibus, suppression des gares dans les villes de moins de 20 000 habitants.

## PREMIERE APPLICATION DU PLAN GUILLAUMAT

Derrière les projets de suppression d'arrêts, derrière les projets de suppression de petites gares — en Bretagne ou ailleurs en France — se profilent les orientations du rapport Guillaumat (qui est le pendant pour la SNCF de ce qu'est le rapport



Face à la montée des luttes des usagers les CRS envahissent les gares. Ici, les gardes-mobiles occupent la gare de Messac (Photo Bureau photographique de l'Ouest)

NORA pour les PTT).

Outre les suppressions importantes d'emplois cheminots que cette réforme prévoit (36 000 à 97 000 de 1982 à 1990) par la suppression du deuxième agent par exemple, elle vise à sacrifier sur l'autel de la modernisation tout le trafic omnibus au profit de réalisations « grande vitesse » et « grand standing », dont le fleuron est pour le moment le fameux T.G.V. (tram à grande vitesse).

La SNCF s'apprête à investir 100 milliards en 1979 dans la construction du train à grande vitesse Paris-Lyon et, pendant ce temps, à supprimer tous les

« canards boiteux » du rail que sont les petites gares. Tant mieux pour les PDG pressés. Tant pis pour les populations des petites villes. Tant pis pour les travailleurs des régions jugées non-rentables.

Le « dégraissage » des effectifs est déjà commencé : depuis 1972, un millier d'emplois ont déjà disparu dans les gares et sur les lignes bretonnes. La SNCF impose la suppression brutale des triages dans les gares de Vitré, Lamballe, Plouaret, Quimperlé, Rosporden, Redon. A quand la vague de fermetures massives de petites gares : selon le rapport Guillaumat, c'est 2 600 à 3 000 gares qui devraient disparaître en France sur les 4 253 qui existent aujourd'hui.

Les arrêts supprimés à Messac, Plouaret et ailleurs ne sont que les signes avant-coureurs des grandes manœuvres qui s'annoncent. Le libéralisme à la Giscard, inspirateur du plan Guillaumat, pénalise ici particulièrement les travailleurs des régions excentrées comme la Bretagne et, particulièrement, les travailleurs des zones rurales.

## RIPOSTE DE MASSE

« Nous avons été totalement surpris par la réaction

des usagers. A ma connaissance, il n'y a jamais eu en Bretagne, dans le passé, de manifestations de cette ampleur à l'encontre de décisions ferroviaires ». M. le directeur régional de la SNCF tombe de haut. Mauvaise surprise.

Il n'en voit probablement pas encore le bout de cette surprise. A Plouaret, « la population du Trégor se déclare décidée à agir sous toutes les formes pour empêcher qu'un coup très grave ne soit porté à l'économie de la région par la réduction de la desserte ferroviaire. On n'est pas décidé à laisser réduire le réseau à son squelette ». On se prépare à poursuivre « dans la voie de l'action populaire ». « Hier, mazoutés, aujourd'hui asphyxiés », les Bretons en ont marre. Ils sont prêts à se battre pour pouvoir vivre et travailler au pays.

Les usagers retrouvent à leurs côtés les syndicats cheminots. Notons que la direction de la SNCF a une trousse bleue de l'unité usagers-cheminots. Récemment, Jacques Pélessier, président de la SNCF, menace du bâton : « Si les cheminots ont entravé, comme on l'a dit, la marche des trains, je rappelle qu'ils sont passibles de sanctions conformément à leurs statuts ». « Répression, répression, pas une minute d'arrêt ». Yannick DAGORN

## Pologne

# Un « socialisme » de la pénurie

**L** E 18 décembre, 4 000 travailleurs polonais ont manifesté à Gdansk pour commémorer l'insurrection ouvrière de décembre 1970. Cette manifestation s'inscrit dans le cadre des luttes menées de façon ininterrompue par la classe ouvrière polonaise depuis 1970. Et la cause de ces luttes, ce n'est pas les « agissements provocateurs » de quelques « voyous » — comme tentent régulièrement de le faire croire les services de Gierk. Non, la cause, c'est la pénurie, c'est le bas niveau de vie des travailleurs et les inégalités sociales criantes.

Poznan, un jour de semaine. Devant une boucherie s'étire une longue queue de plus de 150 personnes. Les ménagères restent là pendant au moins deux heures — et pour avoir quoi ? Deux heures après, la queue est toujours aussi longue, et dans la boutique, il ne reste presque plus rien : trois ou quatre bas morceaux de bœuf, et du peul salé empaqueté.

Un cas isolé ? Non — dans toutes les autres boucheries c'est pareil : des queues et pas grand chose à vendre. Dans un grand supermarché de Poznan, vers 10 heures du soir, il ne reste plus que deux, trois poulets et des saucisses. A l'étalage d'une autre boucherie, des serviettes en papier harmonieusement disposées ont remplacé la viande...

Et de toute façon, on ne trouve que les bas morceaux — les bons sont destinés à l'exportation — tant pis pour les Polonais ! Pour eux, le gouvernement Gierk a lancé l'idée de jour sans viande — le mercredi.

Et comme l'influence de la religion catholique est forte dans le pays, le vendredi doit être aussi un jour sans viande...

C'est véritablement la pénurie. A tel point que, quand en 1972, les Polonais ont eu le droit de se rendre librement en Allemagne de l'Est, sans visa, toutes les boucheries dans un rayon de 60 kilomètres autour de la ville frontalière de Szczecin y ont été dévalisées.

Cette pénurie ne concerne pas que la viande. Devant chaque marchand de tomate, il y a aussi des queues monstres. Et en général, l'assortiment de ce qui est à vendre est très réduit et, au hasard de la « planification », il y a des choses que l'on trouve un jour — et qui manquent ensuite pendant 6 mois. On dit que la phrase la plus prononcée par les vendeuses dans les magasins polonais, c'est « Nie ma ! » — « On n'en a pas ». Et le client sait qu'il n'a pas à se poser de questions pour savoir quand il y aura ce qu'il veut — la vendeuse elle-même



Août 1978. Poznan. A la devanture de cette boucherie, des serviettes en papier à la place de la viande (Photo HR)

me n'en sait strictement rien.

Comme dans tout autre régime capitaliste, l'austérité ne frappe pas que les moins fortunés, et les salaires minimaux sont très bas : l'équivalent de 180 F au cours officiel ; un travailleur de force gagne de l'ordre de 900 F — tout juste de quoi vivre mal quand on a une famille à nourrir.

Les hauts responsables, les cadres du parti et de l'Etat, eux, n'ont pas de problèmes : ils peuvent s'approvisionner dans des magasins spéciaux où l'on trouve — à bon prix — ce qui n'existe nulle part ailleurs. Et ils peuvent aussi aller dans les magasins Tuzex, où seul l'argent occidental est accepté. Là, ils auront tout ce qu'ils veulent : depuis la pièce de rechange pour leur voiture jusqu'au meilleur parfum de chez Dior. Mais pour

avoir de l'argent occidental, il faut se le procurer au marché noir (à moins d'avoir d'autres combines). Et si c'est bien là le commerce le plus florissant de toute la Pologne, seuls les riches peuvent s'y adonner à grande échelle.

La raison d'une telle situation, ce n'est pas la faillite d'un « socialisme » qui n'existe pas en Pologne, ni un niveau arriéré des forces productives, c'est que la Pologne est saignée à blanc par l'Union soviétique qui exige d'importantes quantités de devises pour les matières premières qu'elle lui fournit. Et la seconde raison, c'est que Gierk s'efforce de reporter le poids de cette saignée sur les travailleurs et qu'il ne se soucie de leurs conditions de vie que quand une révolte gronde qui fait trembler son pouvoir.

Jean SCHUBERT.

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste.

NOM .....  
PRÉNOM .....  
Lieu de travail .....  
Adresse .....  
Code postal .....

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

## l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet  
Rédacteur en chef : Jean Quercy  
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson — Front ouvrier : Gilles Carpentier — International : Annie Brunel  
L'Humanité rouge — Pour toute correspondance :  
BP : 61 75861 Paris cedex 18  
CCP : 30 226 72 D La Source  
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druesne  
Commission paritaire No 57 952  
Distribution NMPP  
Imprimerie La Nouvelle  
Dépot légal 4e trimestre 1978

Ouvrières, employés,  
par la lutte dans l'unité

## Oui bien sûr on va gagner, pas un seul s'ra licencié

**M**ANIFESTATION à Brest contre le chômage technique et les licenciements : les travailleurs d'Ericsson rencontrent ceux de Thomson-CSF (même trust). C'est la réponse des travailleurs aux patrons de la téléphonie en crise.

C'est le 8 décembre que la direction d'Ericsson-Brest l'annonçait : à partir du 1er janvier 1979, 143 personnes ne travailleront plus que 24 heures par semaine, 63 personnes, 32 heures.

— La semaine entre Noël et le Jour de l'an serait chomée pour les secteurs productifs.

— Fin janvier : 278 personnes ne travailleraient plus que trois heures.

Les 484 travailleurs ainsi frappés sont en quasi-totalité des femmes et des OS.

« Tout laisse à penser » comme dit Gisèle Vidoni, représentante CGT au comité d'entreprise d'Ericsson « que ce sont en vérité 300 licenciements qui sont programmés ».

Beau cadeau de Noël en vérité ! Les patrons choisissent toujours leur moment pour faire leurs mauvais coups.

Mais les travailleurs d'Ericsson ont réagi. Comme nous le fait savoir notre cellule Marcel Cachin d'Ericsson-Brest, décrivant en ces termes l'action des travailleurs le 14 décembre : « jeudi 14 décembre, notre lutte contre le chômage technique et les licenciements a franchi une étape importante ».

— Par l'importance de la mobilisation dans l'usine Ericsson : la quasi-totalité des travailleurs en grève (même la maîtrise a débrayé, chose unique. Elle n'a quand même pas voulu se mélanger à nous et a fait son rassemblement à part. Mais tôt ou tard, ils comprendront qu'ils n'ont d'autre issue que de se joindre à nous).

— Par l'ambiance d'unité dans laquelle s'est déroulée cette journée.

— Par la manifestation active de la solidarité de classe de nos camarades de l'usine Thomson-CSF (située de l'autre côté de la ville et faisant partie du même trust).

— Par l'écho en ville de notre défilé coloré (en banderoles, affiches originales, slogans, chants révolutionnaires...)

— Par la participation créatrice des travailleurs pour la préparation de cette journée (décoration des voitures, des chansons créées par des ouvrières)...

— Par la combativité de

tous les travailleurs.

C'est qu'en effet, comme l'a dit Jean Mazé, délégué CFDT de Thomson, parlant au nom de l'intersyndicale devant les quelques mille manifestants rassemblés :

« L'année dernière, les patrons de Thomson et ceux d'Ericsson se sont réunis, cette année, c'est nous ! »

Le passage au tout-électronique, l'abandon par les PTT de sa politique régionale, la restructuration de la téléphonie : voilà ce que les patrons veulent faire payer aux travailleurs, par le chômage technique et les licenciements.

Rappelant les récents succès des travailleurs de Fougerolles au port de Brest et de Chaffoteaux et Maury (à Saint-Brieuc) notre cellule Marcel Cachin concluait en ces termes son bulletin distribué le 17 décembre :

**NOUS AUSSI NOUS  
POUVONS GAGNER**

— En étant encore plus nombreux que lors de la manifestation à la Thomson, en poursuivant la lutte dans l'unité, aidés par la solidarité de classe des autres travailleurs.

— Si la poursuite de la lutte s'exerce de façon démocratique et collective :

(...) Ainsi par exemple, il serait souhaitable qu'au sein de l'assemblée générale des travailleurs, soient mis en place des commissions de différents types rassemblant à la fois des délégués militants ou tout autre travailleur déterminé, pour que la poursuite de la lutte ne repose sur uniquement sur quelques têtes, mais soit prise en compte par tout le monde avec l'approbation de tous.

Les rôles de ces commissions peuvent être :

— L'animation en étudiant et proposant des axes d'interventions.  
— La prise en charge matérielle des actions (banderoles, affiches).  
— L'information par tracts, affiches, par correspondance avec la presse locale...

— En avant vers la lutte pour l'emploi !

— Actifs, unis nous vaincrons.

— Pas un seul licenciement !

Chant créé par les ouvrières  
d'Ericsson en lutte sur l'air de  
« Il court, il court le furet »

Ils courent, ils courent les profits  
Les profits d'la société (bis)  
Pour toujours nous exploiter  
Nos patrons veulent licencier

35 heures chaque semaine  
La 5e d'congés payés (bis)  
Sans boni mais bien payés  
Nous saurons tous l'imposer

DANGER

LUTTER

Monte alors la fureur  
La colère des travailleurs (bis)  
Qui refusent d'être soumis  
Et ripostent à l'infamie

Ouvrières, employés  
Par la lutte dans l'unité (bis)  
Oui, bien sûr, on va gagner  
Pas un seul s'ra licencié

UNIS

C'EST VRAI

## Quelques livres pour les fêtes

**Domitila Chungara** : La femme d'un mineur bolivien raconte la vie et les luttes des mineurs dans ce pays où les travailleurs ont de très grandes traditions de lutte.  
**Mama Jones** : Autobiographie. Les débuts du syndicalisme aux Etats-Unis, par une ouvrière qui a participé à la création des syndicats.

**Salairé aux pièces de Mikos Haraszti** : le travail aux pièces dans une usine de Hongrie, la même exploitation qu'en France.

**On chantait rouge de Charles Tillon** : Charles Tillon, le mutin de la mer Noire en 1917, le dirigeant des FTP, pendant la résistance antifasciste au cours de la dernière guerre raconte sa vie militante et notamment l'implantation du PCF en Ile-et-Vilaine avec de nombreux détails sur la vie, les luttes et les traditions du peuple de cette région.

**L'Etabli : de Roger Linhart**. A la suite de Mai 68, un jeune intellectuel pour continuer la lutte va travailler chez Citroën.

**J.P. Chabrol : Les Rebelles, La Gueuse, L'Embellie** : Trois romans qui évoquent les luttes des travailleurs contre la crise économique des années trente, contre le danger fasciste pour l'unité de la classe ouvrière et les revendications du front populaire. Dans ces livres, on voit les préparatifs de guerre d'Hitler, la lutte des travailleurs français dirigés par le PCF, contre la guerre et pour le soutien à l'Espagne républicaine. Ces livres se passent en majeure partie dans le bassin minier des Cévennes.

**R. Vaillant : Moins 325 000 francs** : Un roman sur les accidents du travail et la nécessité de la lutte unie des travailleurs.

**R. Vaillant : Beau Masque** : Les restructurations dans le textile, dans les années cinquante, l'amour entre une syndicaliste et un ouvrier immigré italien, les tentatives des patrons pour diviser, la lutte des travailleurs. Un livre passionnant.

**Clarté** : Ce livre a été écrit après *Le Feu*. Le caractère romanesque est plus fort, il est plus construit, c'est une dénonciation vigoureuse et implacable de la guerre impérialiste.

**Vallès : Enfance, Le Bachelier, L'Insurgé** : Le grand écrivain communiste Jules Vallès écrit l'histoire de sa vie. Plus que sa vie, c'est une peinture de la vie du peuple. Il décrit la Commune et toute la période qui l'a précédée.

**Caminarem : par JP Chabrol et C. Marti** : Chabrol fait parler les vigneron du Languedoc sur leurs actions et leurs luttes de l'été 1975 à la fusillade de Montredon.

**Henri Barbusse : Le Feu** : Le journal de la guerre dans les tranchées, sous le feu, dans la boue en 1914, par le grand écrivain communiste. Un livre qui fit l'effet d'une bombe en 1918.

**Paul Vaillant-Couturier : Vers des lendemains qui chantent** : Un recueil de nouvelles et d'articles du grand écrivain communiste qui a joué un grand rôle dans le rassemblement des écrivains antifascistes contre Hitler et la guerre (Editions d'Hier et d'Aujourd'hui).

**Paul Vaillant-Couturier écrivain** — Aux Editions Sociales — Des nouvelles, notamment sur la lutte du peuple chinois dans les années trente.

**1788 : Lutttes révolutionnaires pour une propriété paysanne par Maurice Failevic et J.D. de la Rochefoucault** : Le conflit de la paysannerie et des nobles propriétaires ruinés à la veille de la Révolution de 1789. 1788, c'est aussi un film de Failevic diffusé à la télévision pendant les fêtes.

EDITIONS E 100

**Histoire du mouvement communiste international** : l'apparition de la classe ouvrière et la lutte pour définir une théorie et une organisation qui permette de renverser l'ordre des capitalistes.

**L'URSS, la dégénérescence** : comment le pays de la Révolution d'Octobre est devenu un pays capitaliste impérialiste et agressif.

**Histoire économique des grands pays capitalistes** : l'apparition et le développement du capitalisme en Angleterre, en France, en Allemagne, aux USA et au Japon. Très complet.

**Mao Tsé-toung de 1925 à 1949** : une vie au service de la Révolution chinoise.

**Chou En-lai** : la vie du grand dirigeant révolutionnaire.

**Economie rurale en Chine** : 18 F. Les transformations socialistes dans l'agriculture d'un pays du tiers monde.

**Etudions l'économie politique** : les bases de l'économie marxiste.

**L'impérialisme aujourd'hui** : l'explication des théories de Lénine et leur application au monde actuel.

## Brochures conseillées

« Les Cris de la Commune », par Annie BRIEUC 3 F  
« La Crise viticole en Languedoc-Roussillon et le combat des travailleurs de la vigne » par Lucien NOUVEAU 2,50 F

« Citroën baigne capitaliste, de la révolte à la lutte organisée », 5 F

« La Question de l'énergie nucléaire » par Jean NESTOR 5 F

« La Chine restera rouge » par Henri JOUR 5 F

« 106e anniversaire de la Commune de Paris » 5 F

« Zaïre : Poursuivre la lutte contre le social-impérialisme et ses laquais ! » par des communistes marxistes-léninistes du Zaïre - 3 F

« Kampuchea démocratique : l'aube d'une vie nouvelle » par Pierre DELAUBE. 10 F

## 13,5 millions pour avant fin décembre

(Suite de la page une)

Une travailleuse familiale nous a écrit : « Ce journal est maintenant le mien. Je dois dire qu'il est plus abordable pour les travailleurs » et elle a expliqué comment elle s'était rapprochée de notre parti. Nos camarades du Nord ont écrit qu'ils avaient diffusé à Usinor-Dunkerque, au cœur d'une classe ouvrière aux grandes traditions de lutte, cinquante exemplaires d'un numéro comportant un article sur cette entreprise. Et « au porte-à-porte de Grande-Synthe, à la « cité » d'Usinor, disent-ils, le journal n'est plus (tout-à-fait) un inconnu pour tout le monde ».

Ces quelques faits et bien d'autres constituent un grand encouragement à améliorer encore notre journal afin qu'il serve mieux et davantage le combat de la classe ouvrière et de notre parti qui sont indissociables. Cette grande bataille politique contre le pouvoir et contre les deux plus grands exploités de notre temps, les superpuissances, s'accompagne d'une grande bataille financière. Car notre presse, totalement indépendante de la bourgeoisie, ne peut vivre que grâce aux « sous » des travailleurs.

Pour 1978, rappelons-le une dernière fois, l'objectif à atteindre pour que nous puissions remplir notre rôle a été fixé à 100 millions, une somme vraiment considérable. Et bien, la bataille est en bonne voie, puisqu'au 21 décembre, nous avons atteint près de 87 millions 500 000 F. Nos lecteurs ont pu suivre au fur et à mesure les étapes de cette bataille au cours de laquelle de grands efforts ont été consentis et prises les initiatives les plus diverses, telle la vente de produits de la terre en souscription par des lecteurs paysans.

Depuis quelques mois, meetings, réunions publiques, diffusion de la presse vont de pair avec de nombreuses collectes et appels à la souscription. D'ici la fin de l'année, il ne faut pas relâcher cet effort, accompagner de souscription la diffusion du numéro 1 000 et du bimensuel, diffuser cartes et vœux et calendriers, et alors, nous en avons bon espoir, notre objectif financier sera atteint et nous permettra de continuer dans de bonnes conditions notre combat.

J.Q.

## Liste de souscription

TOTAL PRÉCÉDENT	64 754 F
Supplément à un calendrier LJ (Oise)	90 F
Supplément à un HR PN (Lannemezan)	17 F
Souscription (Saint-Brieuc)	500 F
Souscription (Lannion)	650 F
DM (Saint-Brieuc)	42 F
Souscription (Audincourt)	100 F
Supplément à réabt du quot et bim	
RM (Issy-les-Moulineaux)	164 F
Pour que vive le quotidien BG (Saint-Brieuc)	200 F
Pour que se développe notre presse (Loudeac)	1 700 F
Pour l'Humanité rouge,	
une camarade d'Ambert (Puy-de-Dôme)	500 F
Caisse cellule Louise Michel du PCML (Lyon)	400 F
Des camarades (Lyon)	300 F
Souscription (Vienne)	1 000 F
Souscription (Saint-Etienne)	51 F
CPR (Pays-de-Loire)	1 000 F
Un étudiant belge (Bruxelles)	80 F
Supplément à réabt quot.	
AMC (Douai)	60 F
Supplément à réabt quotidien plus QDP	
DF (Nantes)	200 F
GA (Isère)	20 F
MF (Orsay)	120 F
Ma prime de fin d'année, décision collective, ma femme et moi, MJ (Saint-Brieuc)	2 500 F
Vente de châtaignes pour la souscription (Agen)	20 F
Soutien à HR (Agen)	20 F
Un ancien déporté (Agen)	10 F
Un mutilé de guerre (Agen)	10 F
Un menuisier (Agen)	6 F
Cellule Paulin Regner (Agen)	20 F
TOTAL GÉNÉRAL	74 374 F

## BLOC-NOTES

Pendant la période d'interruption de notre quotidien, du 23-24 décembre au 2 janvier l'administration continuera à fonctionner comme à l'accoutumée : passez vos commandes !

NANTERRE

Manifestation contre les expulsions organisée par les comités de résidents des foyers « n grève.

Samedi 23 décembre 1978  
Départ à 10 h 30 du foyer Sonacotra  
46, rue des Sorbiers à Nanterre

« Les Travailleurs et le logement »  
par Jean NESTOR, 3 F

« Avec le Parti marxiste-léniniste pour l'unité de la classe ouvrière » par André DRUESNE 5 F.

« Prague ». Le dixième anniversaire de l'invasion de la Tchécoslovaquie 10 F

## Disques

**Urris** : Musique et chansons populaires basques. 33 tours - 11 chansons. Pour tout contact, écrire à Pantxo Achiary, 14 rue des Salinières - 33000 BORDEAUX. José Aguirre - Cité Sainsonan - Bat B2 Ap 83 64 100 - Bayonne.

**La Lyre des travailleurs** - 45 tours, quatre chansons sur le chômage, le Parti. Pour tout contact : La Lyre des travailleurs - 54, rue Verte 59200 Tourcoing.

Q : En tant qu'enseignants corse quelle place et quelle idée donnez-vous à l'enseignement du corse ?

— La langue corse n'est pas un objet, un but de l'enseignement. Le corse est un moyen d'étude dans toutes les matières possibles. La langue corse est riche pour les enfants, le bilinguisme corse-français ne peut qu'éveiller leur intelligence. Les deux langues aident l'enfant dans la compréhension d'un problème.

Le corse est une langue qui s'est structurée au fil des siècles, qui existait avant l'occupation génoise et -qui existe toujours aujourd'hui malgré le baillon imposé par la France. La langue et la culture n'existent pas au-dessus des choses, il ne faut pas les détacher de la façon de vivre du peuple corse. La langue corse est vivante tout comme la culture car elles sont des créations du peuple collectives.

Exemple : « la Pajjella », le chant à plusieurs voix ; exemple : « A moresca », pièce de théâtre jouée par tout un village. Il n'y a pas chez nous de

linguistes distingués et des artistes spécialisés. La langue et la culture corses pris comme objet de musée, c'est une conception de la bourgeoisie française.

La langue aujourd'hui a un rôle très important ; la langue produite et parlée par le peuple représente soit sa liberté, soit son oppression. Le peuple corse est opprimé, sa langue aussi. La langue et la politique ici ne peuvent être séparées. Comment pourrait-on être Corse, retrouver son identité sans sa langue ? Le combat corse est donc très important, d'autant plus que le pouvoir continue d'agresser et d'uniformiser les Corses par le seul enseignement du français à l'école, par les médias, la publicité. Pourtant, l'existence aujourd'hui de notre langue représente la résistance à l'oppression, c'est notre identité nationale.

Q : Pourquoi le corse est-il devenu nécessaire ?

— La francisation d'un côté, la décorsisation de l'autre ont fait que la population corse parle mal le français et le corse, elles ont empêché aussi l'intégration naturelle des noms corses dans la communauté corse.

C'est ainsi que les continentaux (les Pinzuti) ont souvent refusé la culture corse, ils la considéraient comme une sous-langue. C'étaient des préjugés racistes répandus par la bourgeoisie (en Algérie c'était la même chose). Les immigrés italiens ou maghrébins se sont par contre adaptés sans problème à la langue et à la culture corse. Le corse n'est-il pas la langue des couches les plus pauvres ?

Le corse est peu parlé dans les villes par rapport aux villages, c'est souvent un corse déformé, abâtardi. La plaine orientale par exemple est sans doute pour des raisons économiques (présence des colons de la terre, investissements étrangers...) la zone la plus décorsisée de l'île.

— Comment l'éducation nationale a-t-elle agi envers la langue corse ?

— En gros, dès 1914, la Corse a vraiment servi les intérêts capitalistes français. C'est la guerre et les milliers de Corses qui se sont fait massacrer sur le front en première ligne. Au niveau économique, c'est le début de l'exil pour trouver du travail sur le continent, d'où la nécessité d'ap prendre cette langue que peu de Corses parlaient à l'époque : le français (exemple, durant la guerre 14-18, il fallait des traducteurs pour les soldats corses, en 1880, les inspecteurs de l'école primaire ne savaient pas parler français). L'école devient donc obligatoire dans tous les villages.

Il faut des écoles en langue corse, car le corse est devenu minoritaire chez lui. Le français fut imposé par la violence cultu-

# LA LUTTE POUR LA LANGUE ET LA CULTURE

Interview de quatre enseignants

## Pourquoi parler le corse ?



La langue et la culture corses vivantes. Août 1978 - Soirée culturelle dans un village de Corse (Photo HR).

**L**A Corse, annexée depuis 1768 par la France, a subi toutes les violences de la part de l'État capitaliste et colonialiste français : économiques, humaines (par l'exil), violence physique par la répression sanglante des révoltés corses après l'annexion et violence contre ce qui fait le ciment et l'unité du peuple : la langue et la culture. Un seul exemple, la francisation de la Corse, les noms des villes transformés — Ajaccio devient Ajaccio, Cavru devient Cauro, Prupria devient Propriano. L'Éducation nationale française a joué un grand rôle dans l'étouffement de la langue et de la culture corse.

Quatre enseignants corses : Stephanu, Maria, Paulu, Dumenicu ont bien voulu nous accorder cette interview (réalisée par la section corse du PCML) qui apporte beaucoup d'éléments de connaissance sur la question nationale corse. Nous tenons à les en remercier très vivement.

### «On axe principalement les discussions sur le Corse»

L'école est ouverte depuis fin octobre, combien d'enfants avez-vous et de quelle origine ?

— 10 élèves de 2 à 4 ans, dont la majorité sont d'origine corse. Nous espérons plus d'élèves mais les parents croient encore que leurs enfants après deux ans de maternelle corse ne sauront plus parler français. Ce sont des préjugés inculqués par l'éducation nationale. Les enfants entre eux parlent corse et français, certains sont gênés de parler corse devant leurs parents.

— Pourquoi cette maternelle selon vous ?

— Parce que le français s'impose dès le départ, surtout dans les villes, dans la famille, à l'école, dans la rue. Il faut donc forcer sur le corse dès la petite enfance pour que l'équilibre se rétablisse. Vous savez, les enfants qui parlaient corse il y a 20 ou 30 ans, on les frappait, moi-même je répondais en corse en classe, les élèves riaient.

Dans cette maternelle on n'empêche pas les enfants de parler français, on axe principalement les discussions sur le corse.

— Comment se déroulent vos cours ?

— D'abord, je parle autant que possible en corse, je réponds aux questions des enfants d'abord en corse. Dans les cours, il y a initiation aux lettres de l'alphabet, ensuite les chiffres en corse, les jeux de Lego qui permettent aux petits d'apprendre les couleurs en corse, étude sur les livres de contes racontés en corse, du chant sur la base de chansons corses pour enfants, nous prévoyons aussi une méthode audiovisuelle.

A Ajaccio, la situation est un peu particulière, car c'est une ville qui a été francisée, les gens ne sont pas encore prêts à admettre la nécessité du corse, il faut les informer, expliquer encore plus le rôle très important de ces écoles.

relle et physique, puisque l'on frappait, il n'y a pas si longtemps encore, les enfants qui parlaient corse en classe, dans la cour. Le français s'imposa car il devenait la langue d'émancipation sociale, du progrès. Le corse se transformait en un patois de sauvage, comme non nécessaire.

— Quelle est l'attitude de l'Éducation nationale et de l'État aujourd'hui ?

— Pendant longtemps, la langue corse n'a jamais été considérée ni reconnue. La loi Dei-

xonne de 1951 sur la reconnaissance des langues fut appliquée en Corse en 1972. Le corse aujourd'hui dans les lycées est facultatif. De plus, on enseigne le corse à des heures impossibles, soit entre 12 h et 14 h, soit à 17 h et 18 h. Les enseignants choisis par les directeurs d'établissements sont souvent incompetents. On cherche simplement à dégoûter les élèves.

Notons l'attitude de certains profs du PCF qui se sont accaparés ces cours de corse pour les transformer en cours de louanges à la France et à la Corse fran-

çaise de 1789... L'État a peur du développement de l'enseignement en langue, aussi il ne veut plus débloquer de crédits pour les maternelles en langue corse.

Q : On dit souvent que la langue corse, c'est "de l'italien aménagé", qu'en est-il en réalité ?

— C'est tout à fait faux, la langue corse existe depuis l'antiquité, elle a évolué au fil de l'histoire du peuple corse, en fonction aussi des différentes invasions. Il en est de même pour toutes les langues liées à l'his-

toire des peuples.

Le corse existait bien avant l'invasion génoise. Le corse a une influence latine, c'est certain, mais comme toutes les langues méditerranéennes.

Q : Quel avenir pour la langue et la culture ?

— L'avenir de notre langue et de notre culture est lié à l'avenir de notre peuple opprimé. C'est une solution globale qu'il nous faut. D'ores et déjà, nous pouvons affirmer qu'il ne faut compter que sur nous-mêmes pour défendre notre langue et notre culture, c'est nous qui connaissons la réalité.

Il ne faut pas compter sur les directions syndicales et politiques de droite et de gauche qui considèrent notre langue et notre culture comme un objet, un agrément et non comme l'expression vivante de notre peuple ; ils veulent s'en servir comme caution à leurs projets politiques.

Q : Des expériences pleines de promesses.

— En 1972, se crée l'Association Scola Corsa (école corse) qui donne des cours de corse aux adultes. Le pouvoir bloque toutes les initiatives par municipalités et préfectures interposées. Pour lui, la langue corse doit rester un dialecte de musée. Très vite, Scola Corsa s'aperçoit que l'enseignement du corse ne suffit plus et qu'il faut répandre l'enseignement en langue corse.

Il faut donc créer des écoles maternelles en langue corse car c'est là que l'enfant s'imprègne de la langue et de sa culture de façon déterminante. Le tout petit passera à la langue française que lorsqu'il aurait acquis les structures corses, c'est cela un véritable bi-linguisme : égalité et respect entre les deux langues. L'école redonne ainsi aux jeunes Corses leur personnalité, l'école reste liée à la réalité concrète de la Corse (la famille, le village).

L'école ne sera pas extérieure à la communauté corse. Les premières expériences : on prend exemple sur les Iskatolas du Pays Basque qui utilise la langue basque comme moyen d'enseigner. Le début fut difficile : à Bastia, la municipalité radico-communiste ne veut pas de cette école maternelle, le SNI la qualifie d'école sauvage et n'en veut pas non plus.

Aleria, ce nom évoque la révolte des paysans corses contre les colons de la plaine orientale, c'est là par coïncidence qu'a se créer la première école maternelle en langue corse. « Cultura di lingua corsa » et son dirigeant GB. Stromboni, ardent militant de la culture, propose aux parents la création d'une école maternelle en langue corse. L'idée est acceptée, l'école ouvre le 10 octobre 1977 (21 élèves de 3 à 4 ans) dont la majorité est d'origine corse. Le principe de l'école, c'est la gestion en commun. Il y a une réunion tous les mois avec les parents pour faire le point de tous les problèmes. L'école d'Aleria montre que la communauté corse est capable d'intégrer des personnes qui appartiennent à une autre culture sans leur faire renoncer à leur culture : les enfants d'origine non-corse qui parlent et chantent en corse, chez eux poussent leurs parents à s'intéresser à la langue corse, à la parler. L'école maternelle en langue corse permet de satisfaire la volonté pour les Corses de souche de redécouvrir leur langue et leur culture permet aussi aux parents et aux enfants d'origine non-corse de s'intégrer à la communauté corse au moyen de la langue. Ces expériences qui s'étendent à Ajaccio, Bastia, Corti, Sarte bientôt, prouvent que le peuple corse n'a plus honte de lui-même, qu'il veut retrouver sa langue, sa culture encore étouffée par la bourgeoisie française.